Soulèvement populaire pour la justice fiscale et le pouvoir d'achat, les gilets jaunes cristallisent la convergence de toutes les colères contre Emmanuel Macron et, au-delà, le capitalisme néolibéral mondialisé dont il est le nom. De l'événement gilets jaunes ou de la structure du macronisme, qui va digérer l'autre ? Le simple fait que la question se pose est déjà extraordinaire. Un examen de clinique politique rudimentaire ne peut que renforcer le constat. L'arrogance de classe présidentielle et sa proximité avec les milieux financiers ont beaucoup contribué à faire monter la pression dans la cocotte-minute qui explose aujourd'hui. Mais la question politique posée par les gilets jaunes dépasse le cas Macron. Une fissure historique est ouverte. La tâche de toutes les forces anticapitalistes est d'élargir la brèche.

Coup d'arrêt

Arrière-garde du néolibéralisme triomphant des années 1990, Emmanuel Macron et ses soutiens ont hérité du pouvoir par un concours de circonstance. Qu'en ont-ils fait ? Sans coup férir, ils ont engagé le programme d'ajustement structurel que des décennies de résistances sociales n'ont eu de cesse de ralentir. La blitzkrieg fut un succès. Droit du travail, fiscalité, privatisations… Jouant sur l'avantage psychologique d'une victoire électorale surprise, la nouvelle équipe avança simultanément sur tous les fronts, déroulant sans ménagement un agenda entièrement structuré par les mots d'ordre éternels du capital que sont la compétitivité et l'attractivité pour les investisseurs.

Les réformes s'enchainaient à un rythme si effréné que, par l'effet domino des complémentarités institutionnelles, on pouvait craindre qu'elles ne fassent éclater ce qui reste du compromis social qui singularise l'hexagone depuis le milieu du XXe siècle. D'ailleurs, c'était l'objectif. Emmanuel Macron avait fait d'une détermination totale sa marque de fabrique. Au printemps dernier, il déclarait sur *Fox News* qu'il n'y avait « *aucune chance* » qu'il recule sur la réforme de la SNCF car, disait-il, « *si j'arrête, comment pensez-vous que je serai en mesure de moderniser le pays ?* ».

Eh bien c'est chose faite ! Emmanuel Macron a été arrêté. Il a un genou à terre. Pour la première fois du quinquennat, le pouvoir a cédé à la rue. En décidant d'abord d'annuler les hausses prévues sur les carburants puis de prendre une série de mesures limitées sur le pouvoir d'achat, il a concédé sa subordination en dernier ressort au mouvement populaire. Et, comme Macron l'avait justement anticipé, la signification principale de ce coup d'arrêt, c'est que la normalisation néolibérale de la France qu'il s'était donné pour mission d'accomplir ne pourra pas avoir lieu dans l'immédiat.

Montée des profondeurs du pays, la colère des gilets jaune a brutalement donné corps à *L'illusion du bloc bourgeois* identifiée par Bruno Amable et Stefano Palombarini[1]. Faire de la France une Start-up Nation, mobiliser la finance pour sauver le climat et jouer les premiers de cordée… les signifiants positifs auxquels se rattache la feuille de route macroniste sont très minoritaires dans le pays. Et ils le sont d'autant plus qu'à l'heure des premiers bilans ils n'ont pas trouvé de confirmation dans le mouvement réel du revenu disponible et de l'emploi.

En haut, les firmes et les très riches ont tout de suite perçu les dividendes de l'élection de leur candidat. Mais en bas, les classes moyennes et populaires ont pris de plein fouet les politiques de la nouvelle majorité. Ces politiques ont accru la pression fiscale à laquelle la fraction de droite des classes moyennes et populaires est particulièrement sensible et, *en*

même temps, mis en joue les garanties collectives, les services publics et la protection sociale auxquelles les fractions de gauche tiennent par dessus tout. Le mouvement des gilets jaunes est une contre-attaque sur ces deux fronts ; et de droite et de gauche donc, il a brutalement siphonné le carburant politique du pouvoir qui se retrouve en panne sèche sur la bande d'arrêt d'urgence.

Le temps de la discorde

En quatre semaines, la révolte des gilets jaunes est devenue un événement politique majeur, peut-être même le plus importants des cinquante dernières années en France. Sa puissance proto-révolutionnaire est le produit d'une combinaison inédite.

La géographie d'abord est très particulière. Il s'agit d'un mouvement périphérique qui, de péages en ronds-points, a tissé un maillage serré sur tout le territoire. C'est ainsi qu'il s'est donné une grande visibilité, une forte transversalité sociale – agrégeant de multiples catégories – et une puissante capacité de diffusion. Le fait que 20 % de la population française se considère comme « Gilet Jaunes »[2] est significatif. Une fois le gilet jaune comme *signifiant flottant* de la révolte fixé, la structure en réseau permet toutes les appropriations et toutes les déclinaisons, favorisant ainsi l'agrégation des colères et leur convergence en plein Paris, au plus près des lieux de pouvoir.

Initiée sur les réseaux sociaux, la mobilisation des gilets jaunes ne fait l'objet d'aucun encadrement syndical ou politique. Cela ne veut bien entendu pas dire que les ressources militantes ne s'y déploient pas. Souvent, parmi les groupes qui entrent en action, quelques individus ont eu des expériences syndicales, politiques, associatives ou furent impliqués dans des luttes citoyennes, dans des ZAD. Surtout, cette lutte produit une nouvelle synthèse dans laquelle l'accumulation de rage contenue pendant trop longtemps et d'expériences des combats de ces dernières années sonnent ensemble l'heure de la revanche.

En haut ça tangue. Très fort… Le fait que le premier recul consenti se soit fait dans la cacophonie – plus de 24h d'ambigüité les 4 et 5 décembre sur le caractère pérenne de la non-application de la taxe sur les carburants – est un symptôme du désarroi qui s'est emparé des plus hauts cercles du pouvoir. Au moment où la crise éclate, il ne reste plus rien de l'élan de la fulgurante victoire présidentielle. Le gouvernement s'est rétréci, la hiérarchie policière est fragilisée par l'affaire Benalla, la jeune garde de conseillers présidentiels sourde aux remontées de ses administrations est aveugle sur la situation politique, les parlementaires déboussolés sont aux abonnés absents, le parti présidentiel inarticulé, sans ancrage territorial s'avère complètement inopérant pour endiguer la vague. Échaudé par l'accueil reçu au Puy en Velay, Emmanuel Macron se terre dans son palais. Il est « *un peu perdu* » nous dit un conseiller. En réalité paniqué, craignant pour sa vie.

Tous ces éléments participent de l'isolement de l'exécutif. Un isolement qu'il s'efforce de briser à partir du 5 décembre. D'abord en constituant une coalition contre « les désordres » et les « violences », ce qu'il est parvenu à réaliser avec un certain succès pour la journée du 8 décembre. Le premier ministre se payant le luxe de remercier tous les responsables politiques, syndicaux et associatifs qui ont accepté de rejoindre son appel au calme. Un moyen d'essayer de contrebalancer une réalité contrariante. En dépit d'une stratégie de la tension maximale et d'une répression à la fois brutale et massive, la mobilisation ne faiblit pas mais s'enracine. Il y a toujours autant de monde dans la rue et des jonctions s'opèrent

avec les écologistes des marches pour le climat et avec la jeunesse scolarisée.

Au lendemain du 8 décembre, l'exécutif poursuit sa manœuvre de désencerclement, se met en quête d'une nouvelle combinaison politique qui lui permette de renforcer son assise. Consultant tous azimuts, il lâche un peu de lest sur le pouvoir d'achat et cherche de nouveaux appuis, au-delà d'une majorité parlementaire numériquement forte mais socialement très étroite. C'est à ce stade des développements politiques que correspond l'intervention présidentielle du 10 décembre. Quelques rodomontades sur l'ordre républicain, un acte de contrition forcé et des concessions calculées au plus juste pour espérer faire baisser la pression. Rien de plus.

C'est un aveu de faiblesse et un encouragement à la poursuite de la mobilisation. Mais cela ne doit pas faire oublier qu'il reste encore au pouvoir de nombreuses cartes en main, jusqu'à la suspension complète des libertés démocratiques ordinaires. La constitution donne la possibilité au Président de la République de recourir aux pouvoirs exceptionnels. Si, en 1958, De Gaulle pouvait tenter de rassurer en déclarant : « *Pourquoi voulez-vous qu'à soixante sept ans je commence une carrière de dictateur ?* ». Maintenant c'est Emmanuel Macron qui dispose de l'article 16 et lui n'a que 40 ans… L'ombre d'un devenir autoritaire plane sur un régime entré dans une crise existentielle.

Des contradictions au sein du peuple gilets jaunes

Une des singularités de ce mouvement est de poser frontalement la question du pouvoir : « Macron démission ! » est un mot d'ordre unanime qui sature tous les autres. Mais le contenu social de cette revendication reste indéterminé. Une bataille qui se joue sur les réseaux sociaux, dans les prises de parole, sur les chasubles jaunes, sur les pancartes, sur les murs… C'est évidemment une difficulté majeure.

Dans ce mouvement cohabitent, dans une grande confusion, des affects de gauche et des affects de droite, une grande masse de gens peu politisés, des militants anticapitalistes et des fascistes. De plus, il est impossible d'ignorer que les accessions au pouvoir de Bolsonaro au Brésil, l'alliance M5S–Legga en Italie et même, à la limite, Trump aux États-Unis sont, à des degrés divers, des répliques de mobilisations sociales au contenu initialement indéterminé : contre la hausse du prix des transports au Brésil, contre la corruption et contre des impôts considérés comme injustes en Italie ou encore, même si là l'ancrage côté républicain était plus évident, contre les sauvetages bancaires avec le Tea Party étatsunien.

Pour le dire vite, il y a dans les mouvements décadrés qui caractérisent cette décennie 2010 la recherche d'une issue hors du néolibéralisme. Une sortie qui peut se faire dans deux directions. La première est celle d'un réencastrement dans la communauté nationale : il s'agit alors de tenter de colmater la polarisation de classe à coup de panique identitaire. Si l'ennemi principal devient le migrant ou l'exportateur chinois, une autre politique pro-capitaliste est possible.

C'est la stratégie Trump-Salvini-Wauquiez-Le Pen qui rompt avec l'idéologie de la mondialisation heureuse pour mieux consolider les acquis politiques arrachés par les classes les plus riches ces dernières décennies. Mais cette ligne inspire jusqu'au gouvernement. En témoigne la manipulation grossière tentée par le Ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, lorsqu'il répond aux questions du *Figaro* le 7

décembre:

> « *Il ne s'agit pas seulement d'un ras-le-bol fiscal, mais d'une crise identitaire.* (…) *ils se posent la question de l'avenir de nos enfants, s'interrogent sur la place des religions et notamment de l'islam.* ».

Mêler l'Islam au prix de l'essence et le pouvoir d'achat, il fallait oser ! Malheureusement, cette réaction résonne avec les efforts de l'extrême droite pour mettre la question du pseudo « pacte de Marrakech » sur les migrations au cœur des discussions des gilets jaunes. La lucidité oblige à s'en inquiéter. A l'échelle internationale, les droites nationalistes ont une longueur d'avance. Et, du point de vue du capital, c'est aussi le chemin qui est le moins dangereux.

La seconde voie, est celle de la gauche et des mouvements sociaux. Une direction solidement élaborée dans la critique du néolibéralisme depuis les années 1990. Au sein des gilets jaunes, les demandes de justice sociale, de hausse des salaires, de défense des services publics et d'hostilité à l'oligarchie se nourrissent de plusieurs décennies de critique du capitalisme mondialisé et financiarisé. La centralité des revendications sur le rétablissement de l'ISF, la circulation des vidéos de François Ruffin ou d'Olivier Besancenot témoigne de la vitalité de cette main gauche du mouvement.

Mais le fait que ces demandes prennent corps hors des cadres de la gauche et des mouvements et que la mobilisation pose abruptement la question du pouvoir, est aussi un désaveu. La dénonciation du néolibéralisme par la gauche ne s'est pas imposée comme une perspective stratégique clairement articulée. Si l'on veut faire une autre comparaison internationale, l'émergence de Podemos en contrepoint au mouvement espagnol des places, apparaît comme l'exemple d'un débouché politique à gauche. Mais, hélas, un débouché qui est déjà acculé à un accord de soutien d'un gouvernement socialiste PSOE et semble toucher ses propres limites.

Il ne s'agit pas de détailler les circonstances, batailles et bifurcations qui singularisent les différentes trajectoires évoquées. Il s'agit seulement de se souvenir de ces expériences récentes pour souligner que l'énergie politique formidable déjà dégagée par les gilets jaunes ne restera pas sans lendemain. Aujourd'hui, l'urgence c'est de tenir et d'élargir le front, d'arracher tout ce qui est possible au gouvernement, de tenter de le déstabiliser jusqu'à le faire chuter, d'apprendre et de découvrir ensemble de nouveaux horizons politiques. Mais c'est aussi, dans le même mouvement, d'anticiper sur la bataille qui viendra après. Et là, c'est déjà une polarisation entre droite extrême et gauche conséquente qui se profile.

Questions de fins

Bien sûr, le fait que la hausse des prix des carburants ait mis le feu à la plaine de l'exaspération sociale n'a rien d'anecdotique. C'est même le symptôme d'une discordance des temps bien plus profonde que l'aporie du macronisme. Cela a été répété sur tous les tons, un des aspects clés des turbulences actuelles, c'est la désarticulation du temps long du réchauffement climatique et du temps court des fins de mois difficiles. Mais il n'est pas moins important de noter que la conflagration actuelle résulte aussi de la collision entre la

discipline de fer de la mondialisation et les aspirations démocratiques.

À ce propos, Olivier Blanchard, l'ancien économiste en chef du FMI postait le 6 décembre ce tweet surprenant :

> « *Se pourrait-il que, compte tenu des contraintes politiques pesant sur la demande de redistribution et les contraintes liées à la mobilité des capitaux, nous ne soyons pas en mesure de réduire suffisamment les inégalités et l'insécurité pour prévenir le populisme et les révolutions ? Qu'est-ce qui vient après le capitalisme ?*« .

Qu'est-ce qui vient après le capitalisme ? C'est bien l'éléphant dans la pièce où se bousculent exigences populaires, crise écologique et impasses économiques.

Le philosophe Fredric Jameson écrivait qu'il est aujourd'hui « *plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme* ». Enfermées dans l'éternel présent du néolibéralisme, assignées à résidence par le tourbillon incessant des injonctions marchandes, nos sociétés ont perdu le sens de l'histoire. Le futur se réduit à deux options également déprimantes : la répétition éternelle de ce qui est déjà ou bien l'apocalypse. Pour Jameson, ce qui importe vraiment c'est que le temps recommence à transmettre les signaux de l'altérité, du changement, de l'utopie :

> « *Le problème à résoudre est celui de sortir du présent sans vent du postmoderne pour revenir à un temps historique réel, à une histoire faite d'êtres humains* »[3].

Une histoire faite d'êtres humains. Pour que cela advienne, la colère qui fait monter les barrages et les barricades est une énergie indispensable. Mais elle ne suffira pas. Il lui faudra aussi l'ambition collective d'inventer un futur qualitativement différent de l'éternité marchande.

Notes

[1] Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois*, Raisons d'agir, 2017.

[2] http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2018/12/06/31003-20181206ARTFIG00255-gilets-jaunes-un-mouvement-en-voie-de-durcissement.php

[3] Fredric Jameson, « Future City », *New Left Review*, May-June 2003